

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/VUT/13/Add.2

16 octobre 2001

(01-5084)

Groupe de travail de
l'accession de Vanuatu

PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE VANUATU

Addendum

Projet de Liste - Vanuatu

Partie II - Projet de Liste d'engagements spécifiques concernant les services Projet de Liste d'exemptions de l'article II (NPF)

Comme il est indiqué au paragraphe 125 du projet de rapport du Groupe de travail de l'accession de Vanuatu (WT/ACC/VUT/13), la Liste d'engagements spécifiques concernant les services résultant des négociations entre Vanuatu et les Membres de l'OMC sera annexée au Protocole d'accession de Vanuatu. Le projet de Liste est reproduit ci-après.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
	<p>3) L'agrément du gouvernement est requis pour tous les investisseurs étrangers en vertu de la Loi n° 15 de 1998 sur l'investissement étranger.¹ La décision est prise sur la base de critères objectifs publiés.</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour les mesures concernant l'admission et le séjour temporaire des personnes physiques ayant des compétences techniques ou de gestion qui font défaut à Vanuatu et qui relèvent des catégories suivantes:</p> <p>i) cadres;</p> <p>ii) personnes mutées à l'intérieur d'une entreprise (personnel d'encadrement, dirigeants et spécialistes employés par des entreprises qui fournissent des services à Vanuatu par l'intermédiaire d'une succursale, d'une filiale ou d'une société établie à Vanuatu);</p>	<p>3) Sous réserve de limitation sur l'achat des biens immobiliers</p> <p>La Constitution de Vanuatu interdit la pleine propriété foncière. Seuls les autochtones peuvent posséder des terres conformément aux dispositions du droit coutumier; les autochtones et expatriés peuvent prendre des terres en location.</p>	

¹ Le gouvernement de Vanuatu oblige actuellement les étrangers à investir au moins 40 000 dollars EU (5 millions de VT) pour pouvoir établir une entreprise commerciale à Vanuatu. Vanuatu se réserve le droit de relever ce minimum en fonction de l'accroissement général des coûts.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	iii) professionnels sous contrat de travail. Vanuatu admet sur son territoire les hommes et femmes d'affaires et les vendeurs de services ² de bonne foi, conformément au Code du travail.		
II. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. Services professionnels			
a) Services juridiques, droit national et étranger, y compris le droit international (CPC 861)	1) La fourniture doit se faire dans le cadre d'un cabinet juridique national. 2) Néant 3) La présence commerciale doit se faire sous la forme d'une entreprise individuelle ou d'une société de personnes (partnership) 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres (CPC 862)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

² Aux fins de la présente offre, les vendeurs de services sont définis comme étant des personnes physiques souhaitant obtenir une admission temporaire dans le but de négocier la vente de services pour le compte d'un fournisseur de services, à condition que ces représentants ne procèdent pas à des ventes directes au grand public.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Services d'architecture (CPC 8671)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Services d'ingénierie (CPC 8672)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
i) Services vétérinaires (CPC 932)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
F. Autres services fournis aux entreprises			
c) Services de conseil en gestion (CPC 865)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
f) Services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture (CPC 88110, 88120)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
Les engagements souscrits sont conformes aux documents suivants: "Note sur l'établissement des listes d'engagements pour les télécommunications de base" (S/GBT/W/2/Rev.1) et "Limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre" (S/GBT/W/3).			
C. Services de télécommunication	1)2)3) Néant, à compter du 1 ^{er} janvier 2012 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1)2)3) Néant, à compter du 1 ^{er} janvier 2012 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Vanuatu s'acquittera des obligations énoncées dans le document de référence ci-joint à la fin de la période de monopole.
a) Services de téléphonie vocale b) Services de transmission de données avec commutation par paquets c) Services de transmission de données avec commutation de circuits d) Services de télex e) Services télégraphiques f) Services de télécopie g) Services de circuits loués privés	1) Néant 2) Néant 3) Non consolidé jusqu'au 31 décembre 2011 comme prévu dans le cadre du monopole dont bénéficie Telecom Vanuatu Limited. Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012 au plus tard 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Vanuatu s'acquittera des obligations énoncées dans le document de référence ci-joint à la fin de la période de monopole.
h) Services de courrier électronique i) Services d'audiomessagerie téléphonique j) Services directs de recherche d'information permanente et de serveur de bases de données k) Services d'échange électronique de données	1) Services fournis seulement au moyen de circuits loués à Telecom Vanuatu Limited. Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012 au plus tard 2) Néant 3) Services fournis seulement au moyen de circuits loués à Telecom Vanuatu Limited. Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012 au plus tard	1) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012 2) Néant 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
l) Services à valeur ajoutée/améliorés de télécopie (y compris enregistrement et retransmission et enregistrement et recherche) m) Services de conversion de codes et de protocoles n) Services de traitement direct de l'information et/ou de données	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
o) Autres services Services mobiles Services cellulaires analogiques/numériques Services de communications personnelles Services de radiorecherche Services mobiles pour données	1) Services fournis seulement au moyen de circuits loués à Telecom Vanuatu Limited. Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012 au plus tard 2) Néant 3) Services fournis seulement au moyen de circuits loués à Telecom Vanuatu Limited. Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012 au plus tard 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012 2) Néant 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2012 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
D. Services audiovisuels			
a) Services de production et de distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo (CPC 9611)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontière 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES			
A. Travaux généraux de construction de bâtiments (CPC 512)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant, sauf pour les briqueteurs, les électriciens, les peintres et les décorateurs, les maçons, les plombiers, les soudeurs, les ajusteurs, les retourneurs et les autres artisans lorsque le nombre de personnes employées à temps plein dans la société mère est inférieur à sept 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 1) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. Travaux généraux de construction d'ouvrages de génie civil (CPC 513)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
4. SERVICES DE DISTRIBUTION			
A. Services de courtage (CPC 621)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf prescriptions en matière de licences 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Les investisseurs étrangers non ressortissants et non résidents doivent verser une redevance annuelle supplémentaire de 91 800 VT et doivent avoir reçu un certificat d'approbation de l'Office de promotion des investissements de Vanuatu. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Conformément à la Loi de 1998 sur l'investissement étranger, les certificats d'approbation sont délivrés par l'Office de promotion des investissements de Vanuatu de façon transparente et automatique.
B. Services de commerce de gros (CPC 622)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf prescriptions en matière de licences 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Les investisseurs étrangers non ressortissants et non résidents doivent verser une redevance annuelle supplémentaire de 91 800 VT et doivent avoir reçu un certificat d'approbation de l'Office de promotion des investissements de Vanuatu. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Conformément à la Loi de 1998 sur l'investissement étranger, les certificats d'approbation sont délivrés par l'Office de promotion des investissements de Vanuatu de façon transparente et automatique

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. Services de commerce de détail (CPC 631, 632, 6111, 6113, 6121)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf prescriptions en matière de licences 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Les investisseurs étrangers non ressortissants et non résidents doivent verser une redevance annuelle supplémentaire de 91 800 VT et doivent avoir reçu un certificat d'approbation de l'Office de promotion des investissements de Vanuatu. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Conformément à la Loi de 1998 sur l'investissement étranger, les certificats d'approbation sont délivrés par l'Office de promotion des investissements de Vanuatu de façon transparente et automatique
D. Services de franchisage (CPC 8929)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5. SERVICES D'ÉDUCATION			
(CPC 921-929)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sinon que l'approbation du gouvernement de Vanuatu est nécessaire afin de garantir des niveaux de qualification appropriés pour les individus comme pour les organisations 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
6. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT			
940 (CPC 1-3)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
7. SERVICES FINANCIERS			
A. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance (CPC 812)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. Services bancaires et autres services connexes (CPC 811-813)	1) Néant 2) Néant 3) Les banques doivent se conformer aux dispositions de la législation bancaire pertinente et doivent avoir la personnalité juridique à Vanuatu. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
A. Services hospitaliers (CPC 9311)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
C. Services sociaux (CPC 933)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. Services d'hôtellerie et de restauration (CPC 641)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf dans le cas des hôtels et motels pour lesquels l'investissement est inférieur à 10 millions de VT à Port Vila et à Luganville et inférieur à 5 millions de VT ailleurs (Vanuatu se réserve le droit de relever ce minimum en fonction de l'accroissement général des coûts) et sauf dans le cas des bars à kava 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf dans le cas des hôtels de moins de dix lits et des restaurants de moins de 20 sièges 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. Services d'agences de voyages (à l'exclusion des services d'organismes touristiques)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
11. SERVICES DE TRANSPORT			
C. Services de transport aérien			
d) Maintenance et réparation des aéronefs	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Vente et commercialisation des services de transport aérien ³	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

³ Telles qu'elles sont définies au paragraphe 6 b) de l'Annexe sur les services de transport aérien.

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications:

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de

communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public, à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en œuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.

VANUATU - LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure , y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	Les ressortissants et les résidents permanents des États membres du Groupe du fer de lance mélanésien pourront bénéficier d'une dérogation aux obligations normales prévues dans la législation de Vanuatu en ce qui concerne l'investissement et le droit de séjour temporaire.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Fidji et Nouvelle-Calédonie	Indéterminée	Faciliter l'intégration économique régionale des États mélanésiens.